Alastair Crooke : le fossé États-Unis–Israël se creuse après la défaite aux élections de mi-mandat

Alastair Crooke est un ancien diplomate britannique et le fondateur du Conflicts Forum, basé à Beyrouth. Il a été conseiller pour les questions relatives au Moyen-Orient auprès de Javier Solana, le chef de la diplomatie de l'UE. Suivez le Substack d'Alastair Crooke : https://conflictsforum.substack.com/ Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Comment les résultats électoraux modifient les moyens de pression de Trump et de Netanyahou 04:07 La crise de la coalition de Netanyahou et les incitations à la guerre 09:07 Le statut nucléaire de l'Iran et les réticences de l'armée israélienne 11:55 Le nouveau départ proposé par Vance : l'Iran, les coûts et l' Ukraine 14:51 La campagne indépendante de la CIA contre la Russie 23:06 Les divisions au sein des institutions israéliennes et l'examen des événements du 7 octobre 28:56 Ce qu'un nouveau gouvernement israélien pourrait changer 33:01 Pourquoi une nouvelle guerre contre l'Iran reste possible 38:11 Le tournant antiguerre de MAGA et l'argumentaire paléoconservateur 41:57 L' austérité européenne, le financement de l'Ukraine et la légitimité politique

#Glenn

Ravi de vous retrouver, tout le monde. Nous recevons aujourd'hui Alastair Crooke, ancien diplomate britannique et spécialiste du Moyen-Orient, qui est aussi un auteur prolifique. Il publie sur le Substack de Conflicts Forum, que je vous recommande vivement pour mieux comprendre ce qui se passe dans l'ensemble du Moyen-Orient. N'hésitez donc pas à consulter le lien dans la description. Merci d'être de nouveau avec nous dans cette émission, Alastair. Ça fait plaisir de vous revoir.

#Alastair Crooke

Non, c'est un plaisir de vous retrouver.

#Glenn

Eh bien, maintenant que les élections en Israël et aux États-Unis sont terminées, on constate que le paysage géopolitique semble avoir considérablement changé. Je me demandais : selon vous, quel

effet cela a-t-il sur les relations entre Netanyahou et Trump aujourd'hui ? Je veux dire, c'est souvent présenté comme l'une des principales raisons pour lesquelles nous avons eu la guerre avec l'Iran et, de fait, la crise dans toute la région.

#Alastair Crooke

Tous les jours, pour le pousser à attaquer l'Iran. Mais la réalité, c'est que, comme on l'a vu avec les élections de mi-mandat, Trump est politiquement plus faible qu'il ne l'était il y a encore peu de temps. Plus faible politiquement parce que, dans une très large mesure, il avait fait de ces élections un scrutin centré sur lui. Il a même dit à quarante-sept reprises, vous savez, que « tout tourne autour de moi » et que « cette élection porte sur moi », que c'était lui qui était soumis au vote. Enfin, il est allé jusque-là. Et bien sûr, maintenant que les résultats sont tombés, il est assez clair que c'est avant tout un rejet de Trump, un rejet personnel. Parce que si vous vous mettez en avant comme ça, autant de fois, en disant que tout tourne autour de vous, et que vous obtenez ensuite les résultats qu'on a vus depuis un jour ou deux, alors, vous savez, c'est clairement un rejet.

Je pense que Trump est passé, en quelque sorte, par plusieurs étapes. Quand il a commencé ce mandat, il avait encore quelque chose de nouveau — du moins pour un second mandat. Il était un peu intrigant, vous voyez, à contre-courant : qu'est-ce qui allait se passer ? Il y avait une certaine effervescence autour de lui. Puis on est entré dans une phase où Trump, c'était presque uniquement du spectacle. Je veux dire, c'était un homme de spectacle, et il était doué pour ça. Vous savez, il sait faire de la télé, maîtriser le récit, lancer des initiatives surprenantes, et ainsi de suite. Et puis, dans cette dernière étape, il semble être passé à une autre phase, où il suscite une franche hostilité. Je pense à son langage, à sa conduite, à la corruption, au manque, si vous voulez, de droiture — pas seulement dans ses propres affaires financières, mais aussi dans celles de sa famille et de son entourage.

Et puis, bien sûr, la guerre en Iran et la proximité avec Israël. Voilà les questions qui ont été mises en avant. Mais malgré tout, je pense que Trump est clairement plus faible qu'avant. Netanyahou est plus faible, lui aussi — beaucoup plus faible — sur deux plans : politiquement, mais aussi physiquement. Si vous avez vu des vidéos de lui ou si vous l'avez regardé récemment, il n'est plus ce qu'il était. Il est manifestement malade. Et il dit, vous savez, que des médecins l'accompagnent partout, et c'est assez évident que c'est le cas. On dit qu'il aurait un stimulateur cardiaque, et ainsi de suite. Il est donc plus faible. Son nombre de sièges est tombé à dix-huit, par rapport à ce qu'il détient actuellement. Là encore, il a fait de cette élection un scrutin largement centré sur sa personne, comme Trump. Et il a été battu — pas complètement, mais il a été sérieusement affaibli par cette élection. Et les gens le voient.

Et ils sentent qu'il est plus vulnérable, plus blessé. Et ils voient son déclin. Il est donc dans une position difficile. Trump avait exercé beaucoup de pression sur le président pour qu'il demande d' abord à Netanyahou d'essayer de former un gouvernement. C'est la prérogative du président de choisir celui qu'il estime le mieux placé pour former un gouvernement. Et il ne l'a pas encore

demandé à Netanyahou. Il pourrait le faire, mais il ne l'a pas fait. Et il pourrait le demander à Eisenkot, le chef de l'autre bloc à la Knesset. Lui non plus n'a pas de majorité, mais il a dans sa coalition des partis arabes avec lesquels il dit qu'il ne formera pas de gouvernement. Mais, dans l' ensemble, il est, si vous voulez, un peu mieux placé politiquement, parce que certains de ces partis arabes ont dit qu'ils se joindraient à lui si nécessaire, s'il le fallait, dans un gouvernement d'union ou un gouvernement de coalition.

Il leur a fait passer quatre tests, en quelque sorte, pour vérifier leur adhésion au sionisme. Quatre partis ont réussi ces tests et sont considérés comme sionistes, favorables au sionisme, même s'ils représentent des populations complètement différentes en Israël. Donc, s'il est chargé de tenter de former un gouvernement, qu'il y parvienne ou non, Netanyahou se retrouve dans l'incertitude pendant quarante jours. Enfin, il peut renoncer avant, mais il ira très probablement jusqu'au bout du délai. Au milieu de tout ça, il y a Lieberman, qui semble jouer les trouble-fêtes aussi bien pour Netanyahou que pour Eisenkot. Netanyahou est donc beaucoup, beaucoup plus faible. Il a besoin de la guerre, et il dit qu'il a besoin de la guerre. C'est pour ça qu'il n'arrête pas d'appeler Trump à ce sujet, parce que c'est sa meilleure chance de former un gouvernement d'union nationale.

S'il y a, vous savez, une guerre, alors les gens se rallieront autour d'Israël, de l'État, et il obtiendra un gouvernement d'union nationale. Il y a eu un gouvernement d'union nationale pendant le Covid. Et de nouveau, après le sept octobre, il y a eu un gouvernement d'union nationale. Donc il est possible que les gens se rassemblent et le rejoignent à ce moment-là. Il a donc besoin d'une guerre, et il en a cruellement besoin. Alors il fait pression. Les efforts de Trump pour convaincre le président de lui accorder une grâce totale et d'annuler les poursuites pour corruption à son encontre n'ont pas abouti. Et il n'est pas certain que Herzog choisisse Netanyahou pour assurer l'intérim. S'il n'assure pas l'intérim, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle, entrer en guerre sur cette base pose problème, car, en tant que chef de gouvernement par intérim, il peut, officiellement et légalement, mener une guerre de sa propre initiative.

Il peut ordonner à Tsahal et aux forces armées de poursuivre la guerre, et leur en donner le mandat. S'il n'est pas à la tête d'un gouvernement chargé des affaires courantes, c'est plus difficile pour lui. Et le chef d'état-major ainsi que d'autres responsables, comme Amos Yadlin, l'ancien chef du renseignement militaire, ont déclaré qu'ils ne voyaient aucune raison immédiate pour qu'Israël se précipite dans une guerre. Il n'existe absolument aucune preuve que l'Iran s'oriente vers la fabrication d'une arme nucléaire. Il n'y a aucune preuve en ce sens, et aucune raison particulière de penser qu'on ne pourrait pas attendre plusieurs mois et se retrouver dans la même situation. Ils soulignent que l'Iran a reconstitué ses arsenaux, et qu'il n'y a donc aucune raison particulière d' entrer en guerre.

Donc, ils résistent vraiment. Bien sûr, il a le soutien du Mossad. Le chef du Mossad a été son secrétaire particulier, et il a le soutien du Shin Bet. Alors, pour l'instant, il en est réduit à affirmer que les partis arabes ont volé les élections, qu'il y a eu un découpage électoral à leur avantage. Mais le président de la commission affirme qu'il n'y a absolument aucun abus et refuse d'admettre que les

élections soient entachées de corruption ou d'irrégularités. Voilà donc où en sont leurs relations. Netanyahou continue de faire pression sur Trump, et Trump, après les élections de mi-mandat… Je pense que vos téléspectateurs ont connaissance du tweet de Vance, dans lequel il disait assez clairement, vous savez, que la cause de ce problème, c'était et ça reste Trump : la guerre contre l' Iran, mais aussi le conflit entre l'Iran et Israël.

Et il a dit que la cause de tout ça, c'est essentiellement la guerre avec l'Iran. Il faut donc repenser rapidement le programme, et un changement radical s'impose. Sinon, on va perdre les partisans MAGA. En fait, on les a déjà perdus. Il reconnaît qu'on les a perdus, et il dit que Trump le reconnaît aussi. Mais ensuite, il expose en quatre points ce qu'il faudrait faire. Cela dit, je pense qu'il y a peu de chances que ça se produise. Tout d'abord, il faudrait accepter le protocole d'accord de l'Iran, autrement dit, capituler. C'est-à-dire dégeler les avoirs iraniens, lever le blocus naval, restituer à l' Iran tous ses avoirs, lever les sanctions et les droits de douane qui le visent, et accepter que l'Iran administre le détroit d'Ormuz.

Ça fait beaucoup à digérer pour Trump, j'imagine, au point où on en est. Enfin, ça aurait peut-être été plus facile de le faire à l'époque, mais il a décidé de rejeter cette déclaration de l'Iran. Et puis il y a les autres conditions qui ont été posées. Francis a évoqué le coût de la vie : il faudrait s'en occuper. Et aussi, bien sûr, faire quelque chose au sujet de l'Ukraine. Là aussi, c'est assez problématique, parce que ce que disent certains proches de Vance laisse entendre qu'il devrait probablement limoger le directeur de la CIA, Ratcliffe, pour mettre fin, si vous voulez, aux attaques qui se poursuivent en profondeur sur le territoire russe, contre des raffineries et d'autres cibles. Donc ça aussi, je pense, ce serait assez difficile.

Et il est tout à fait clair qu'il n'a pas réussi à le faire. D'ailleurs, il n'a même pas vraiment réussi à faire pression sur Zelensky pour qu'il accepte un cessez-le-feu en réduisant, si vous voulez, le débit de Starlink, de sorte qu'au-delà d'une certaine distance, les drones et les missiles ne fonctionnent plus, faute de liaison avec leurs opérateurs. Et il n'a fallu que deux jours pour que ces liaisons soient rétablies. Un jour à peine après, un missile a été tiré sur une raffinerie, alors même que c'était la principale demande de Trump à Zelensky. Il lui avait dit : « Arrêtez les tirs. Arrêtez de détruire leurs exportations de gazole, parce qu'on en a besoin, parce que les prix sont trop élevés ici. » Et quelques jours à peine plus tard, ils ont de nouveau attaqué, et il est tout à fait clair que la CIA a facilité cette attaque.

#Glenn

Quand vous évoquez cette nécessité de limoger le directeur de la CIA, on a l'impression que la Maison-Blanche et la CIA ne sont pas sur la même longueur d'onde. Dans quelle mesure y a-t-il une lutte d'influence avec les services de renseignement ? Parce que ce n'est pas nouveau au sein de l' administration Trump, si l'on repense aux années du Russiagate. Mais dans quelle mesure la CIA agit-elle ici indépendamment de la politique étrangère américaine ?

#Alastair Crooke

Il agit indépendamment de la politique étrangère de Trump. Et ils ne s'en cachent pas. Dans un article récent, ils ont été très clairs : « Nous sommes en première ligne dans la guerre contre la Russie. Nous sommes en première ligne, et ce que nous faisons donne de très bons résultats. Nous avons des gens sur le terrain, et nous sommes très satisfaits des progrès considérables que nous réalisons, si vous voulez, en attaquant la Russie, en affaiblissant ses exportations pétrolières et ses infrastructures pétrolières, et en faisant davantage peur aux Russes avec la menace de missiles visant les aéroports et ce genre de choses. » Donc, il ne suit pas les instructions du président. Il agit en fonction, si vous voulez, de deux choses. La première, c'est… enfin, vous avez reçu quelqu'un, je crois, tout récemment dans votre émission. Stephen Kinzer, il me semble.

#Alastair Crooke

Kinzer, qui a écrit plusieurs livres, travaillait au New York Times. Et il expliquait qu'il y avait depuis longtemps, si vous voulez, des gens particulièrement radicalisés qui étaient venus aux États-Unis et qui étaient viscéralement hostiles à la Russie. Et vous vous souvenez sans doute — moi, je m'en souviens — qu'au départ, ils s'étaient en quelque sorte installés au Hudson Institute. Enfin, à l' époque, c'étaient des sortes de trotskistes et des enfants de trotskistes qui se retrouvaient au Hudson Institute. Je parle des années soixante-dix. Et puis Scoop Jackson, qui était sénateur de l' État de Washington — pas de Washington, la capitale, mais bien de l'État de Washington —, a pris sous son aile ce groupe et d'autres, et il s'est présenté trois fois à l'investiture démocrate pour la présidentielle. C'est donc là qu'ils se sont implantés. Ils participaient très activement à l'élaboration de la politique concernant Israël et la Palestine. Il y avait Uzi Arad, avec qui je me souviens avoir eu affaire bien, bien plus tard, en Israël.

Il était au Hudson Institute à la même époque. Mais, au fond, c'étaient tous des révolutionnaires radicaux qui cherchaient, comme ils le disaient très clairement à l'époque, à instaurer une révolution mondiale permanente, ainsi qu'un État sioniste. Ils ont donc eu beaucoup d'influence. Et Scoop Jackson, en particulier, a veillé à ce que certains d'entre eux soient placés au NSC, le Conseil de sécurité nationale, mais aussi au département d'État et ailleurs. On les désigne assez souvent, un peu par facilité, comme l'État profond, mais ce n'est pas ça, l'État profond. L'État profond, c'est autre chose. Eux, c'est, comment dire, l'État de surface. Ce sont les gens qui, vous savez, sont en quelque sorte les techniciens qui travaillent pour l'État profond. Et il y a une longue guerre menée contre la Russie. Elle trouve en grande partie ses racines à Londres, mais elle remonte, si vous voulez, au dix-huitième siècle, et même avant.

Et, bien sûr, cela trouve ses racines dans le soutien occidental à la guerre menée par le Japon contre la Russie, qui a failli renverser le tsar. Et puis, bien sûr, dans le soutien financier à la révolution, la révolution bolchevique. Ce que ses proches disent de lui, c'est qu'il est, vous savez, parfaitement lucide sur la menace que la Russie représente pour les États-Unis et pour tous leurs alliés. Il ne donne pas l'impression d'être très ouvert à la diplomatie. C'est dit très clairement, vous savez, on

parle de Radcliffe. C'est vraiment un homme qui comprend l'immense danger que la Russie représente pour les États-Unis.

Et donc, la CIA agit assez souvent de manière indépendante, au sens où… Vous savez, l'Union européenne — ça vous est sans doute plus familier — a son acquis, tous ces traités et ces textes législatifs qui s'accumulent et finissent par constituer le droit européen ? C'est une sorte de processus d'accumulation de décisions de justice, et ainsi de suite. C'est quelque chose qui se construit collectivement. Eh bien, il s'est passé à peu près la même chose avec la CIA, avec ce qu'on appelle les « décisions présidentielles ». Certaines remontent à très loin, vous savez, et autorisent des actions contre la Russie. Une décision peut dater de plusieurs années, mais elle reste en vigueur aujourd'hui parce qu'elle n'a pas été annulée.

Donc, la CIA dispose d'une grande marge de manœuvre entre les différentes directives présidentielles émises au fil du temps. Et Trump n'a pas émis — ou ne peut pas émettre — de nouvelle directive qui annule les anciennes, semble-t-il. Elle agit donc, de toute évidence, de manière indépendante. Vous savez, d'un côté, comme je l'ai écrit dans un article, Trump fait des courbettes à Poutine. Et puis, deux jours plus tard, une raffinerie est visée par une attaque de missiles en plein territoire russe. Dans le même temps, Trump supplie Zelensky, vous savez : « Ça suffit, plus d' attaques contre les raffineries. Nous voulons faire baisser le prix du gazole. » Enfin, ce qu'on peut dire, c'est que tout ça est, disons, dysfonctionnel.

#Glenn

Eh bien, « dysfonctionnel », c'est le mot juste quand on voit ce genre de luttes intestines au sein de l' État. Je veux dire, en théorie politique et dans l'approche réaliste, c'est généralement comme ça qu' on définit un État irrationnel. Dès lors qu'il n'agit plus comme un acteur unitaire, on voit apparaître ces conflits internes. Mais si les Américains connaissent ces luttes intestines, qu'en est-il en Israël, selon vous ? Parce que Netanyahou semble souvent tout à fait capable de se maintenir au pouvoir plus longtemps qu'on ne le pense. Mais sa survie politique pourrait maintenant toucher à sa fin, et on dirait qu'elle dépend désormais d'une intensification du conflit avec les Iraniens et de l'implication des Américains dans ce conflit. Mais que se passe-t-il du côté israélien si Netanyahou tombe ? Je veux dire, aurait-il à rendre des comptes sur les événements du sept octobre ? Ou, selon vous, comment ce drame va-t-il se dénouer ?

#Alastair Crooke

Eh bien, tout d'abord, il y a des dysfonctionnements, si c'est comme ça que vous voulez les appeler, parce que le Mossad relève d'une chaîne de commandement entièrement différente. Il rend compte directement au Premier ministre. Le chef du Mossad était son secrétaire militaire, et il a été choisi directement pour prendre la tête du Mossad, apparemment pour sa loyauté envers le Premier ministre. Et puis il y a, si vous voulez, la police, qui relève de Ben-Gvir. Il a littéralement une petite armée sous ses ordres, tout à fait distincte de l'armée israélienne. Et l'armée israélienne a très peur

de cette armée de colons. Ils sont armés, entraînés, et comptent probablement une dizaine de milliers d'hommes. C'est donc une force assez redoutable.

Et puis il y a les tribunaux, la Cour suprême, que le Likoud — ou du moins le gouvernement — essaie de démanteler et de priver de sa compétence sur une grande partie des questions politiques. Israël n'a pas de constitution. C'est donc essentiellement ce qu'on appelle une loi fondamentale qui régit tout ça. Et la Cour a son mot à dire sur la conformité des décisions à cette loi fondamentale. Et Trump et le ministre de la Justice essaient d'y mettre fin. Il y a donc aussi des dysfonctionnements assez importants en Israël. Ce qui se prépare en ce moment en Israël, c'est qu'Eisenkot et les nouveaux membres de la Knesset doivent se réunir le neuf de ce mois, sans qu'aucun gouvernement ne soit encore impliqué.

Et je ne sais pas s'il le fera dès le premier jour, mais Eisenkot a deux objectifs : destituer le président du Parlement, qui est un allié de poids de Netanyahou, pour le remplacer par quelqu'un d'autre, et faire deux autres choses. L'une d'elles, c'est d'ouvrir une enquête sur Netanyahou et sur ce qui s'est passé le sept octobre, avec le soutien d'une majorité. À ce stade, il n'aura pas encore formé de gouvernement, mais il part du principe qu'il pourra réunir une majorité à la Knesset. Je n'ai pas les chiffres, mais je pense qu'il obtiendra probablement une majorité pour cela, parce que les partis arabes le soutiendront certainement, et que d'autres le soutiendront aussi.

Tout ça, bien sûr, est absolument toxique pour Netanyahou. Et si jamais, vous savez, Israël se dirige vers de nouvelles élections, ce sera très mauvais pour lui si tous les événements du sept octobre sont exposés au grand jour : quand il a été informé, ce qu'on lui a dit et ce qu'il a fait en conséquence. Il a déjà commencé à paniquer à ce sujet. Vous vous souvenez, il s'est rendu dans le Golfe, aux Émirats arabes unis, précisément pour s'assurer que MBZ ne réitère pas ses affirmations selon lesquelles il avait prévenu Trump, onze jours avant le sept octobre, que cela allait se produire. Et il voulait s'assurer que cela ne soit pas dit pendant la campagne électorale. Et MBZ ne l'a pas répété.

Et il a aussi demandé au Qatar de ne pas garder le silence sur ces questions. On voit donc déjà des démarches s'amorcer en vue de la formation d'un nouveau gouvernement. Netanyahou est donc sur la défensive, politiquement. Où tout cela va-t-il mener ? Eh bien, je pense, vous savez, qu'au bout du compte, Eisenkot a de bonnes chances de finir par former un gouvernement. Je ne sais pas si cela se fera. Certains partis arabes accepteront probablement de faire partie de la coalition. Mais il perdra Lieberman au passage, parce que Lieberman refuse d'avoir quoi que ce soit à faire avec les partis arabes. Il ne participera pas à une coalition avec eux. Est-ce que cela va changer les choses ?

#Glenn

Peut-être que ça ne changera pas grand-chose, au fond.

#Alastair Crooke

Je pense que si on regarde les positions d'Eisenkot, elles ne sont pas très différentes. Enfin, sur Gaza ou la Cisjordanie, elles sont exactement les mêmes. Sur l'Iran, elles ne sont pas si différentes, sauf qu'il n'est pas favorable à une guerre contre l'Iran qui mettrait Israël en danger. Mais il serait certainement favorable à ce que les États-Unis soient en guerre contre l'Iran. Et je pense qu'on pourrait se demander : si un gouvernement est formé, où va Israël ? Je dirais que le pays est beaucoup plus fragmenté. Il change radicalement, mais radicalement, ça veut dire qu'il vire franchement à droite.

#Alastair Crooke

En Israël, tous les sondages montrent que l'électorat se déplace nettement vers la droite dure. Et c' est particulièrement frappant chez les jeunes. Les jeunes Israéliens sont bien souvent plus à droite que leurs aînés. Alors, concrètement, qu'est-ce qui va changer sur le plan politique ? Et qu'est-ce qui va changer dans leurs relations avec les États-Unis ? Je ne pense pas que grand-chose changera du côté israélien, mais je crois que quelque chose changera du côté américain, parce qu'il est très clair que la question des relations avec Israël est un enjeu majeur aux États-Unis, et qu'elle le restera dans un avenir prévisible. Elle va continuer à faire débat, et même vivement. Et bien sûr, il y a beaucoup de tours de passe-passe dans tout ça. Trump a annoncé : « Ah, eh bien, vous savez, ils ne recevront plus d'argent des États-Unis. »

Vous avez probablement vu ça : les quatre milliards et demi de dollars qu'ils reçoivent, et le fait que Netanyahou soit d'accord avec ça. Bon, c'est vrai. Mais si vous regardez le projet de loi qui fait avancer la fusion des structures israéliennes et américaines de sécurité, de défense et de renseignement — le rapprochement des appareils sécuritaire et militaire israéliens avec le Pentagone —, je crois que ça s'appelle la section deux cent douze, ou quelque chose comme ça. Ce texte poursuit son parcours au Sénat et pourrait bien y être adopté. Eh bien, ce projet de loi, à lui seul, accordera à Israël un milliard et demi de dollars supplémentaires par an. Donc, ils perdent les quatre milliards et demi sur dix ans, mais ils touchent quand même un milliard et demi par an si ce texte est adopté. Et ils doivent faire ça, bien sûr, d'ici le trois janvier, quand le nouveau Congrès se réunira au début de la nouvelle année.

#Glenn

Eh bien, je me demandais ce que cela signifie pour une éventuelle reprise de la guerre avec l'Iran, parce que, d'un côté, j'aurais tendance à penser que Netanyahou, ou Israël de manière générale, y verrait une fenêtre de deux mois pour relancer une guerre plus intense, ou du moins entraîner les Américains plus profondément dans le conflit avec l'Iran. De l'autre, ce que vous avancez est aussi tout à fait raisonnable : les Américains sont manifestement beaucoup plus préoccupés aujourd'hui par le renseignement israélien, tant par les informations qu'ils reçoivent que par la coopération.

Alors, quelle direction va-t-il prendre maintenant ? Je veux dire, on en revient un peu à notre point de départ, avec le tweet de J. D. Vance, où il énumère toutes les raisons de leur défaite. Il a

directement évoqué Israël, bien sûr, en disant que la relation avec Israël devait changer. Il a aussi parlé de la guerre contre l'Iran et du fait de ne pas avoir fait passer l'Amérique en premier. Enfin, le dénominateur commun à tout ça, c'est Israël, semble-t-il. Alors, quelles conséquences cela va-t-il avoir ? Pensez-vous que Trump fera preuve de plus de retenue, en prenant ses distances avec les Israéliens, ou pensez-vous qu'ils vont y aller à fond ?

#Alastair Crooke

Je pense qu'il y a un risque élevé de guerre, et qu'elle pourrait éclater à tout moment. Le risque est élevé. Maintenant, la seule chose qui a un peu changé la donne, je crois, ce sont les élections de mi-mandat. Parce que, d'abord, ça veut dire que des gens comme Vance, mais d'autres aussi, ont dit au président : « Écoutez, votre cote de popularité est au plus bas, autour de trente pour cent, quelque chose comme ça. Et vous savez, si vous voulez vraiment remonter la pente au cours des deux prochaines années, il faut faire remonter cette cote à environ quarante pour cent. Et même là, ça reste problématique. »

Mais sinon, vous risquez de perdre le Sénat et le soutien de vos donateurs si votre cote de popularité reste à ce niveau-là, parce qu'ils auront les yeux rivés sur deux mille vingt-huit et se diront : « Vous savez, vous ne faites pas l'affaire. Enfin, ce ne sera pas un investissement rentable pour nous si votre cote de popularité est aussi mauvaise », surtout quand ils voient ce qui s'est passé, avec ce grand chelem des démocrates. Donc, ce que des gens comme Vance et d'autres disent clairement à Trump, c'est : « Écoutez, attaquer de nouveau l'Iran maintenant, enfin, c'est de la folie, parce que votre cote de popularité est déjà bien assez mauvaise. Et vous dites vous-même que la cause de cette débâcle électorale, c'est la guerre en Iran. Eh bien, il est temps d'en sortir, non ? »

Maintenant, la question, c'est que, vous savez, il n'est toujours pas convaincu. Il continue de dire — ou il se sent obligé de dire — qu'il a eu raison d'entrer en guerre contre l'Iran : « Et s'il le fallait, je le referais. Et je le referai peut-être. Et la guerre contre l'Iran ne prendra fin que lorsque je dirai qu'elle est terminée. » Voilà ce qu'il dit. Il est donc clair qu'il laisse la porte ouverte à une nouvelle attaque. Et après toutes ces déclarations, il répète toujours la même chose : « L'Iran ne doit pas avoir l'arme nucléaire. Il ne doit pas avoir l'arme nucléaire. » Donc, je veux dire, tout ça n'a pas disparu, même si Vance et les autres disent : « Vous savez, ce n'est pas une bonne idée si vous voulez essayer de relancer le Parti républicain, parce qu'il n'y a pas que vous qui êtes en jeu. »

Enfin, vous savez, ceux qui les ont abandonnés lors de ces élections de mi-mandat, ce sont les jeunes, les dix-huit à quarante-neuf ans. Je veux dire, seuls les baby-boomers sont restés fidèles aux républicains, et c'est un électorat qui disparaît peu à peu. Donc les jeunes, eux, étaient les plus viscéralement opposés à la guerre en Iran. Et c'est ça, je pense, qui doit inquiéter Vance : comment réinventer concrètement MAGA ? Comment lui redonner une raison d'être ? Parce que je pense que l' autre aspect, dont on parle moins mais qui ressort clairement des résultats, c'est qu'il ne s'agissait

pas seulement de l'Iran, de l'Ukraine et de ces guerres. À entendre le discours de MAGA, il était très clairement question de la propension des États-Unis à se lancer dans des guerres sans fin, l'une après l'autre, après l'autre, après l'autre.

Et donc, je pense que, dans un certain sens, ce qu'on voit, c'est un courant paléoconservateur au sein de MAGA, au sein du Parti républicain. Enfin, il est trop tôt pour dire qu'il s'est réellement structuré de cette façon, mais on voit un retour aux idées de Pat Buchanan et aussi, surtout, aux structures économiques qu'il défendait : des structures donnant la priorité à l'Amérique, visant à bâtir des infrastructures économiques sur le sol américain. Et il y a cette phrase célèbre de Buchanan, vous savez : « Les États-Unis sont une république, pas un empire. » Donc, je pense qu'ils ont le sentiment d'avoir porté un coup au camp néoconservateur, qui est essentiellement démocrate. Mais, bien sûr, il y a aussi des gens comme Rubio et d'autres, au sein du Parti républicain, qui sont néoconservateurs. Mais je pense qu'ils vont aussi interpréter les élections à travers ce clivage important — important pour ce qui pourrait venir de l'Amérique, du Parti républicain —, avec l'idée de discréditer la faction néoconservatrice, peut-être au point de remettre en cause son existence même, et de remettre à l'honneur ce qu'ils appellent les idées paléoconservatrices, en revenant à Pat Buchanan et à la pensée économique de cette époque. Cette pensée a ensuite, bien sûr, été complètement supplantée, en deux mille huit et durant toutes les périodes qui ont suivi, par une approche financiarisée de l'économie, fondée sur l'endettement. Une approche qui a précisément détruit peu à peu les emplois qu'occupait autrefois l'électorat républicain, parce que les États-Unis ont délocalisé toute cette production industrielle en Asie.

Et ces emplois… Si vous parlez aux jeunes, enfin, ils se souviennent de l'époque où leurs grands-parents, surtout, mais même leurs parents, travaillaient, vous savez, dans des usines, sur des chaînes de montage, dans l'industrie, et gagnaient bien leur vie. Ils pouvaient se permettre deux voitures, une maison convenable et des vacances. Est-ce qu'ils peuvent encore faire ça aujourd'hui ? Est-ce qu'ils peuvent même rêver de trouver un emploi, enfin, quel qu'il soit, à part, vous savez, donner un coup de main dans un fast-food ? Enfin, où sont passés ces emplois ? Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Alors, je dirais que l'autre chose tellement importante qui ressort de ce processus électoral… Et j'ose le dire, parce que je suis sûr que beaucoup d'Américains regardent aussi vos émissions… Mais enfin, pensez à l'Europe.

Ne voyez pas les choses comme d'habitude, vous savez, parce que les Américains voient l'Europe en se disant : « Oh, les Européens, on ne s'en préoccupe pas. » Ce n'est pas de ça que je parle. Mais regardez l'Europe qui brûle. Regardez l'Europe de loin. Regardez la Pologne, regardez la Belgique, regardez la France, regardez l'Italie. Regardez, partout en Europe, la colère et les violences parfois très répandues qui s'y produisent. Qu'est-ce que tout ça veut dire ? Et vous, ça ne vous touche absolument pas ? Ça n'a aucune importance pour vous parce que c'est l'Europe ? Je dirais que si, parce que ce qu'on a vu en Europe, c'est que toute l'idée de l'Europe, tout le mythe de l'Europe, reposait sur cette promesse : offrir une vie prospère à la plupart des gens.

La prospérité faisait partie du message. La prospérité, les services publics et la protection sociale faisaient partie du mythe de ce que représente l'Europe. Mais le mythe américain était assez semblable. Et tout cela s'est complètement effondré. Parce qu'on n'a plus les moyens de le financer. L'Europe n'a plus les moyens de son propre modèle. Regardez ce qui se passe avec le budget. Je parle du budget européen : il faut une hausse énorme des contributions des États membres. La contribution obligatoire que les États membres versent à la Commission va augmenter d'environ quatre-vingts pour cent. Des hausses considérables sont nécessaires. Ainsi, l'Allemagne devrait faire passer ses contributions d'environ quarante à soixante-dix pour cent, et la France de trente à quarante pour cent.

On va demander à tous les États d'augmenter fortement leurs contributions, rien que pour maintenir le budget au même niveau. Sans aucune dépense supplémentaire. Et bien sûr, tout cela n'inclut pas les dépenses envisagées pour l'Ukraine. L'Ukraine ne figure pas dans le budget actuel de l'Union européenne. Les quatre-vingt-dix milliards que l'Union européenne a accordés sont hors budget. Essayez donc de les trouver. Vous ne les trouverez même pas dans une ligne budgétaire. Vous ne les trouverez même pas dans la rubrique des dépenses. Ils figurent sous ce qu'on appelle la « marge de manœuvre ». C'est là qu'ils apparaissent, et il s'agit d'une dette qui, dans le cadre de ce mécanisme, est garantie par le futur budget de l'Union européenne. Elle est garantie par les États membres, mais plusieurs d'entre eux refusent d'apporter cette garantie, parce que si Zelensky, ou la personne qui sera à la présidence de l'Ukraine, ne rembourse pas, ce sera à ces États de le faire. Et cela, c'est à part.

Et les gens se demandent : alors qu'on ferme des hôpitaux, qu'on réduit le nombre de lits, que les écoles ne sont pas suffisamment entretenues, et que la protection sociale et les services de base, comme les bus et les trains, se dégradent de plus en plus, faute d'entretien et de nouveaux investissements, comment va-t-on augmenter ces dépenses ? Ce n'est pas possible. Alors, si la France et l'Allemagne veulent continuer à financer l'Ukraine par l'intermédiaire de l'Union européenne, et continuer à financer l'Union européenne aux niveaux auxquels elle est habituée, elles devront imposer une austérité massive. On revient à cette période où l'austérité était imposée en Europe. Il faudra faire des coupes, encore et encore, et augmenter les impôts, toujours davantage.

Donc, les États vont être davantage taxés, et chaque État va ensuite augmenter les impôts. Toute cette idée moderniste d'une Europe prospère, de la prospérité en Europe, s'est effondrée. L'Europe n' en a plus les moyens. Elle doit réduire drastiquement les services. Enfin, vous savez, on ne parle pas seulement des services destinés aux immigrés. On parle des services destinés à l'ensemble de la population, de classes plus chargées dans les écoles, et de tout ce qui va avec. Tout cela s'effondre. Et en même temps, l'Amérique dit : « Bon, maintenant, c'est à vous de payer pour l'Ukraine. » Et Zelensky vous a dit : « Il me faut encore soixante-dix millions, immédiatement. »

#Glenn

En fait, il me faut cent cinquante-cinq milliards, s'il vous plaît.

#Alastair Crooke

Très bientôt. Et comme le disent les États membres les plus économes, pas question que cela se fasse sans qu'on se soit d'abord mis d'accord sur le budget. Fini les tours de passe-passe, vous savez, où l'on finance l'Ukraine hors budget en utilisant les marges disponibles dans le système. Ça ne peut pas continuer comme ça. Il faut que ça s'arrête. Donc, bon, j'ai pris un peu de temps pour détailler la situation, mais peu importe qui remportera les prochaines élections. Les démocrates auront les mêmes problèmes. Ils seront peut-être un peu différents aux États-Unis, parce que la situation n'est pas exactement la même, mais on retrouve le même problème de fond.

Des emplois, des emplois bien payés disparaissent. L'intelligence artificielle contribue à cette disparition. La plupart des emplois dans l'industrie ne vont pas à des Américains nés aux États-Unis. Ils vont plutôt à des personnes qui ont immigré aux États-Unis, parce que, bien souvent, on peut les payer moins. Et même les emplois techniques vont surtout à des personnes qui arrivent de pays comme la Chine grâce à un dispositif spécial de visas. Il existe un régime de visas particulier pour les personnes qui ont les qualifications techniques requises pour travailler dans la Silicon Valley. Alors, vous savez, l'Europe affichera sans doute un grand sourire en disant : « Ah, Trump est parti. »

On s'attendait toujours à faire le dos rond jusqu'au départ de Trump, puis les démocrates reviendraient et tout irait bien. Eh bien, regardez ce qui se passe en Europe. Et alors, qu'est-ce que les démocrates vont faire face à ça ? Parce que ce sont de gros problèmes structurels. Un peu de charcutage électoral par-ci, par-là, ça ne suffira pas. Vous savez, faire varier les taux d'intérêt de la banque centrale d'un point à la hausse ou à la baisse, ça ne va pas améliorer la situation. Il faudrait un changement structurel pour mettre fin à cette économie à deux vitesses. Et ça, c'est très, très difficile. Et les ploutocrates, en Europe et en Amérique, s'y opposeraient bec et ongles.

#Glenn

Quand on demande aux dirigeants politiques européens : « Quelle sera votre priorité : stabiliser votre propre pays ou financer la guerre en Ukraine ? », des gens comme le chancelier Merz répondent ouvertement : « On choisit l'Ukraine. » Et maintenant, il est tombé à dix pour cent d' opinions favorables. Enfin, c'est historique en Allemagne. Cette irresponsabilité économique se transforme donc en crise de légitimité politique. C'est tout simplement hallucinant de voir ça se produire en direct. On voit où ça mène, et ils ne font rien pour rectifier le tir. Bref, Alistair, merci beaucoup de nous avoir accordé ce temps. Je vous en suis reconnaissant.

#Alastair Crooke

Je vous en prie. C'est toujours un plaisir.